

« Études économiques de l'OCDE » sur la France

L'OCDE a publié en mars 2015 une étude sur la France. Celle-ci souligne notamment : « La France ne manque pas d'atouts (...) mais le PIB potentiel a ralenti en partie à cause de la crise, la reprise économique a été décevante et le chômage est à un niveau élevé et continue d'augmenter. Les finances publiques sont fragiles, avec un déficit chronique et un poids important des dépenses publiques, qui s'accompagne d'une fiscalité élevée et d'un endettement en hausse. L'importante complexité des systèmes et institutions souligne le besoin d'accélérer les efforts de simplification ». Les principales conclusions de l'étude peuvent se résumer comme suit : (1) Le défi le plus important est de réformer le marché du travail afin de promouvoir la création d'emploi ; (2) les dépenses publiques sont trop élevées ; (3) plusieurs faiblesses des marchés de produits nuisent aussi à la performance économique. Les principales recommandations de l'OCDE sont (1) de faire du marché du travail la priorité des réformes structurelles ; (2) de réduire le poids des dépenses publiques pour une fiscalité plus favorable à une croissance durable ; (3) de fournir un enseignement et une formation professionnels de qualité pour ceux qui en ont le plus besoin ; (4) d'améliorer la compétitivité de l'économie et l'environnement des entreprises.

Le rapport : http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oced/economics/etudes-economiques-de-l-ocde-france-2015_eco_surveys-fra-2015-fr#page1

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 – BCE – Déclaration introductive de la BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 15 avril 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelle : « (...) nous avons commencé à acheter, le 9 mars 2015, des titres en euros du secteur public dans le cadre de notre programme étendu d'achats d'actifs (...). Ces achats devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. (...) La mise en œuvre de nos programmes d'achats d'actifs se déroule sans heurts, les volumes d'achats de titres étant conformes au chiffre annoncé de 60 milliards d'euros par mois. En outre, l'efficacité des mesures de politique monétaire que nous avons adoptées apparaît clairement. La situation sur les marchés financiers et le coût du financement externe pour le secteur privé se sont détendus nettement au cours des derniers mois et les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont sensiblement améliorées, la demande de crédits ayant augmenté. Dans les prochains mois, nous nous attacherons à mettre pleinement en œuvre les mesures de politique monétaire que nous avons prises. À travers ces mesures, nous contribuerons à une poursuite de l'amélioration des perspectives économiques, à une réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une reprise de la croissance de la monnaie et du crédit. (...) »

<https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is150415.fr.html>

2 - BCE – Compte-rendu de la réunion du Conseil des gouverneurs de la BCE

Comptes-rendus (traduits en français) des réunions de politique monétaire du Conseil des gouverneurs de la BCE qui se sont tenues à Francfort les 21 et 22 janvier et à Nicosie les 4 et 5 mars 2015.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-compte-rendu-de-la-reunion-de-politique-monetaire-du-conseil-des-gouverneurs-20150219.pdf

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/CR-conseil-gouverneurs-reunion-politique-monetaire-02-04-2015.pdf

3 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3% en février 2015, en baisse par rapport au taux de 11,4% de janvier 2015 et à celui de 11,8% de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis mai 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8% en février 2015, en baisse par rapport au taux de 9,9% de janvier 2015 et à celui de 10,5% de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis septembre 2011. Ces chiffres sont publiés par Eurostat. L'office statistique de l'Union européenne estime qu'en février 2015, 23,887 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,204 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 49 000 dans la zone euro. Comparé à février 2014, le chômage a baissé de 1,547 million de personnes dans l'UE28 et de 643 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en février 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,8%) ainsi qu'en Autriche (5,3%), et les plus élevés en Grèce (26,0% en décembre 2014) et en Espagne (23,2%).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-293 du 16 mars 2015 relatif à l'information du consommateur lors de l'offre d'un crédit renouvelable sur le lieu de vente ou en vente à distance

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030361634&categorieLien=id>

Décret n° 2015-362 du 30 mars 2015 relatif aux obligations déclaratives des entreprises d'assurance et organismes assimilés

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030419454&categorieLien=id>

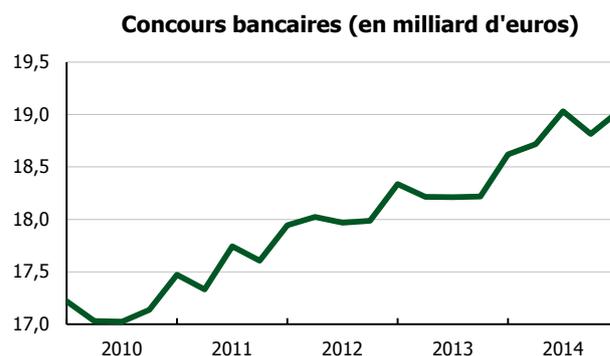
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Une activité financière toujours modérée au 4^e trimestre 2014

L'activité bancaire a continué de s'améliorer en 2014, avec une progression des crédits bancaires de 1,1 % sur le trimestre (+2,2 % sur l'année). Les concours bancaires profitent ainsi de la bonne tenue des crédits aux entreprises (+2,2 % sur le trimestre). Les concours consentis aux ménages s'inscrivent en faible hausse au quatrième trimestre 2014 (+0,3 %), tandis que ceux en faveur des autres agents économiques enregistrent une hausse sensible (+3,9 %).

L'encours total des actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais progresse de 2,3 %, en accélération par rapport aux trimestres précédents. Cependant, il décélère en rythme annuel : +3,5 % à fin décembre 2014, contre +4,7 % fin décembre 2013. La croissance des actifs financiers détenus par les agents économiques est concentrée sur les dépôts à vue et les plans d'épargne logement (respectivement +6,9 % et +3,7 % sur le trimestre).

Les Infos financières « Évolutions monétaires à fin décembre 2014 » sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : IEDOM, Surfi

Bons résultats 2014 de l'AFD à La Réunion

À La Réunion, l'Agence française de développement (AFD) voit ses engagements atteindre près de 390 millions d'euros de financements accordés en 2014, en hausse de 30 %. Les engagements en faveur du secteur public progressent de plus de 90 % par rapport à l'année précédente, et s'établissent à 364,4 millions d'euros (93 % des engagements totaux). Cette forte progression s'explique par l'appui exceptionnel à la Région Réunion, dans le cadre de son programme pluriannuel d'investissements pour le territoire et de ses actions en matière de maîtrise de la demande en énergie. En complément de ses activités propres, l'AFD assure désormais la mission d'opérateur pour le compte de Bpifrance Financement, qui a repris les attributions d'OSEO jusqu'ici représenté par l'AFD à La Réunion. Le financement des projets privés par l'AFD intervient à hauteur de 24,7 millions d'euros.

Activité de BpiFrance à La Réunion en 2014

En 2014, BpiFrance à La Réunion a soutenu 1 210 projets d'entreprises, pour un engagement de 177 millions d'euros. BpiFrance est intervenue dans 45 projets, soit un concours de 31 millions d'euros. 730 interventions en garantie des banques ont permis aux entreprises de bénéficier de 120 millions d'euros de prêts garantis. Par ailleurs, BpiFrance a réalisé le préfinancement du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) pour 244 entreprises, soit 14,3 millions d'euros de crédit de trésorerie. Parallèlement, 74 millions d'euros ont été accordés pour des avances en trésorerie, au titre des créances commerciales. Enfin, 12 projets innovants ont été soutenus à hauteur de 1,14 million d'euros de financements.

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

		Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	128,3	-0,9 %	-1,2 %
	IPC France entière	126,5	-1,0 %	-0,4 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	26 546	+24,2 %	+12,6 %
	Cumul (milliers d'euros)	71 159	-	+5,6 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	337,7	-0,7 %	-2,8 %
	Cumul (millions d'euros)	678,0	-	-3,7 %
	Exportations (millions d'euros)	22,1	+78,4 %	-6,6 %
	Cumul (millions d'euros)	34,4	-	-16,1 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	135 520	-0,2 %	+1,6 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Février 2015	116 642	-47,6 %	+5,1 %
	Cumul	cumul Fév.	339 269	-	+6,4 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	4 ^e trimestre 2014	224 800	+29,5 %	-5,8 %
	Cumul	cumul Déc.	748 700	-	-8,0 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Février 2015	25 706	-	+332,8 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Février 2015	62,6	-	+876,7 %
	Effectifs salariés du BTP	Février 2015	15 668	+4,4 %	+2,0 %

Nouvelle expérimentation de l'Observatoire des loyers privés

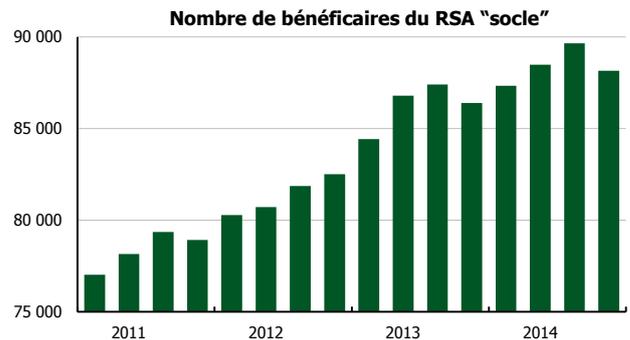
Selon les résultats de l'Observatoire des loyers privés de La Réunion en 2013 sur les communes de Saint-Denis et Sainte-Marie, le loyer moyen constaté sur l'ensemble des logements du parc locatif privé s'établit à 9,87 euros au m². Ce montant est proche de ceux observés à Grenoble ou à Lyon (respectivement 9,7 €/m² et 9,8 €/m²). Le loyer mensuel moyen de l'unité urbaine de Saint-Denis est inférieur à celui observé sur l'ensemble de la France hors DOM, soit 12,6 euros/m² (source : Clameur).

En moyenne, un appartement se loue 0,85 € plus cher au m² qu'une maison. Ce différentiel se vérifie uniquement sur les T1 et T3. En effet, moins le logement dispose de pièces, plus son prix est élevé au m². Le logement T1 est le plus cher du marché avec un prix de location revenant à 12,83 €/m², soit 385 € de loyer mensuel pour un 30 m².

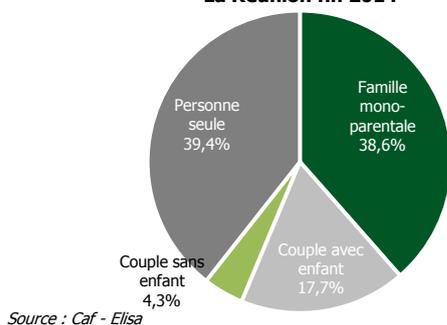
Baisse du nombre de bénéficiaires du RSA "socle" au 4^e trimestre 2014

Le nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active "socle" s'inscrit en baisse de 1,7 % à fin décembre 2014 par rapport à fin septembre 2014. Sur un an, le nombre de foyers bénéficiaires progresse néanmoins de 2,1 %.

Globalement, 274 848 personnes sont couvertes par ce revenu de solidarité, soit 32,5 % de la population réunionnaise contre 8,6 % au niveau national en 2014. Le montant total alloué dans le Département au titre de ces prestations s'élève à 567,1 millions d'euros sur l'ensemble de l'année, un chiffre en progression de 7,0 %.



Répartition des foyers bénéficiaires du RSA à La Réunion fin 2014



Les personnes seules représentent 39,4 % des allocataires du RSA à fin décembre 2014, alors que la proportion de personnes seules dans la population réunionnaise est de 8,6 %, selon les résultats des recensements. Le constat est le même pour les familles monoparentales (38,6 % des allocataires contre 22,3 % des ménages), dont la situation économique et sociale les conduit souvent à solliciter le RSA. Les couples (avec ou sans enfants) représentent les 22,0 % restants.

Hausse des réservations à destination de La Réunion en février 2015

Le baromètre SNAV (Syndicat national des agents de voyages) et Atout France montre que les réservations à destination de La Réunion sont en hausse de 23 % en passagers pour le mois de février 2015 par rapport au mois de février 2014 (+29 % en volume d'affaires). A l'inverse, la tendance globale du baromètre indique une orientation à la baisse des réservations. Par ailleurs, les départs vers La Réunion sont en hausse de 22 % en nombre de passagers et de 29 % en volume d'affaires.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2015 - JORF du 27/12/2014

	Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/15)					
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*	
Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	4,06%	1,00%	1,00%	1,50%	2,00%	0,75%
Autres cas :	0,93%					

* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1440%	0,0860%	0,0640%	0,0500%	-0,0150%	0,0190%	0,0870%	0,1980%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

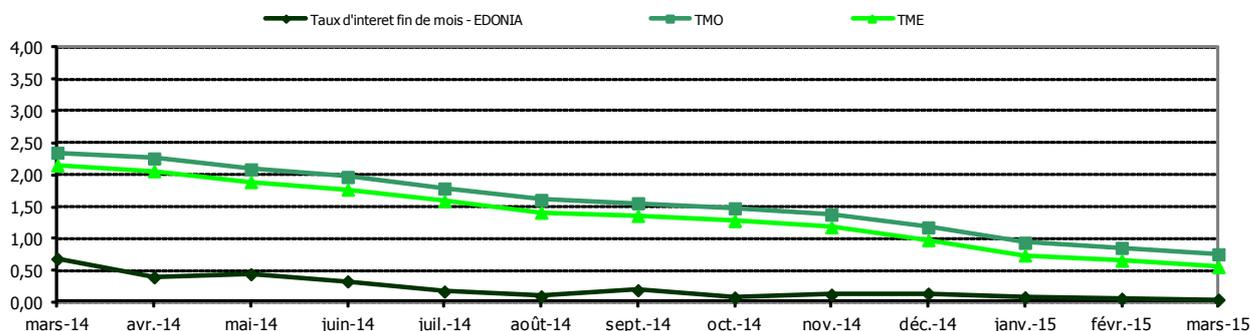
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
0,98%	0,74%	0,66%	0,56%	1,18%	0,94%	0,86%	0,76%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts-relais	4,73%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
Autres prêts		Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,04%	Découverts en compte	13,28%

(f) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

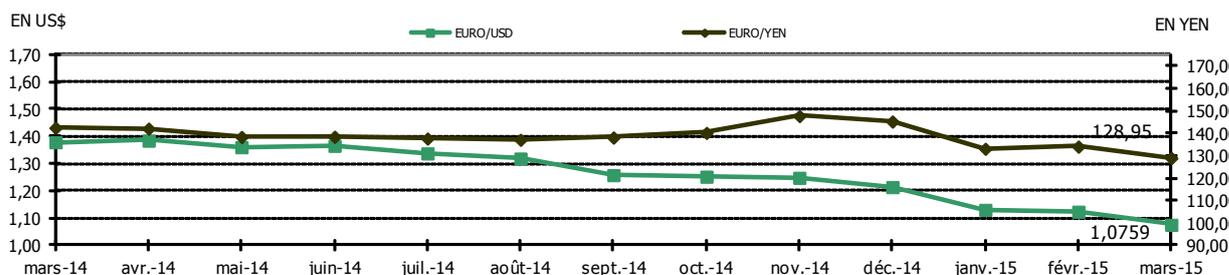
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,0759	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,1324	EURO/SRD (Surinam)	3,5413
EURO/JPY (Japon)	128,9500	EURO/BWP (Botswana)	10,6831	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9209
EURO/CAD (Canada)	1,3738	EURO/SCR (Seychelles)	14,7568	EURO/DOP (Rép. Dom.)	47,9845
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7273	EURO/MUR (Maurice)	39,1259	EURO/BBD (La Barbade)	2,1463
EURO/SGD (Singapour)	1,4774	EURO/BRL (Brésil)	3,4958	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	6,8392
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,3422	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,7522	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3176,4335	EURO/XCD (Dominique)	2,8975	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : T. Beltrand

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4, rue de la Compagnie 97400 Saint-Denis

Achévé d'imprimer avril 2015 - Dépôt légal : avril 2015 - ISSN 1240-3857